

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1902.

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1902 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. LEVIE.

MESSIEURS,

Le Budget de la Dette publique comprend des éléments multiples : les intérêts sur cautionnements et consignations, les rémunérations et pensions, le service de la dette.

I.

INTÉRÊTS SUR CAUTIONNEMENTS ET CONSIGNATIONS.

Dans la réalité, ces intérêts ne constituent pas, une charge. L'emploi des fonds de cautionnements et de consignations procure même une recette supérieure à la dépense (art. 33 du Budget des Voies et Moyens).

II.

RÉMUNÉRATIONS ET PENSIONS.

A. *Rémunérations.* — On sait que la rémunération des miliciens, fixée à 10 francs par la loi du 5 avril 1875, fut portée à 30 francs en 1896 (loi du 30 juin 1896).

Comme pour 1900 et 1901, le crédit demandé pour 1902 est de 9,200,000 francs.

(1) Budget, n° 4, II.

(2) La Section centrale, présidée par M. HEYSEN, était composée de MM. DELPORTE ANTOINE, LE PAGE, DENIS, BEAUDUIN, PEPIN et LEVIE.

Voici en chiffres ronds, depuis 1876 jusqu'en 1893, la dépense, supportée de ce chef, par le Trésor :

1876	fr. 2,691,000 »
1880	2,944,000 »
1885	3,024,000 »
1893	3,057,000 » (*)

Des membres de la Section centrale — qui, au vote, se sont abstenus — protestent contre la répartition actuelle de la rémunération des miliciens, qui pèse tout entière sur la généralité des contribuables. Ils demandent qu'à la fin du présent rapport soit insérée la note de l'un d'eux relativement à la création d'une taxe militaire.

Sans entrer dans l'examen du fond, la Section émet, à l'unanimité, le vœu, que le Gouvernement et la Chambre mettent à l'étude la question de l'établissement d'une taxe militaire.

B. *Pensions.* — Les crédits demandés pour 1902 (art. 33 à 37), du chef des pensions, s'élèvent à fr. 16,574,425 75

Les crédits alloués pour 1901 étaient de 16,119,754 25
— pour 1900 étaient de 15,419,972 65

Il est intéressant de suivre le mouvement des pensions depuis 1850, c'est-à-dire depuis l'époque où les pensions prescrites ont été portées au Budget de la Dette publique.

1850, dépense (en chiffres ronds), fr.	5,440,000 »
1855	5,631,000 »
1860	6,373,000 »
1865	6,686,000 »
1870	7,709,000 »
1875	8,661,000 »
1880	9,470,000 »
1885	10,562,000 »
1890	12,468,000 »
1895	15,225,000 » (*)
1900, crédits alloués.	16,119,000 »

Notons, en passant, que, dans le chiffre total de fr. 16,574,425 75 (crédit

(*) *Statistique générale des recettes et des dépenses, 1840-1895*, p. 227.

(*) *Statistique générale des recettes et des dépenses, 1840-1895*, pp. 235 et 237.

pour 1902), les pensions des chemins de fer, postes et télégraphes figurent
 pour fr. 2,179,000 » (art. 34 k),
 et 18,311 75 (art. 35)

TOTAL. fr. 2,197,311 75

III.

SERVICE DE LA DETTE.

L'On entend par là non seulement le service de la dette proprement dite, mais encore le minimum d'intérêt garanti à des compagnies concessionnaires d'exploitation, les annuités qui sont dues par le Trésor par suite de la reprise de lignes de chemins de fer ou de réseaux téléphoniques et des redevances diverses.

Pour se rendre exactement compte des charges qui gênent le Trésor, il est utile de classer, en trois groupes, les articles du Budget qui concernent les dépenses relatives au service de la dette.

Dans le premier groupe, viennent se placer les articles 3, 4, 8, 11, 31 et 32 a et b; c'est-à-dire les redevances pour le canal de Terneuzen et les droits de fanal, le minimum d'intérêt et des frais divers.

Ces pertes représentent, ensemble, fr. 700,150.26.

Le deuxième groupe se subdivise en trois catégories, dont la première se rapporte à la formation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux (art. 26), la seconde à la reprise de réseaux téléphoniques (art. 27 et 28) et la troisième au rachat de concessions de chemins de fer (art. 12 à 25).

Le total de la première catégorie monte à	fr. 1,400,000 »
— deuxième —	750,859 53
— troisième —	13,928,985 50

Total du deuxième groupe fr. 16,079,845 03

Il s'agit là d'annuités et de capitaux qui, à leur heure, disparaîtront successivement du Budget.

Ce sont des dépenses absolument différentes de celles du premier groupe.

Elles produisent un véritable amortissement, plus rapide que l'amortissement de la dette consolidée, lequel s'opère par la dotation de fr. 0.20 %.

* * *

Il reste à considérer le troisième groupe, qui a trait à notre dette constituée et flottante.

C'est, de loin, le plus important.

Les crédits demandés pour 1902 s'élèvent à fr. 89,120,636.74.

Voici le tableau de notre dette :

NATURE DE LA DETTE.	CAPITAL NOMINAL au 31 décembre 1900.	INTÉRÊTS du capital en circulation au 31 décembre 1900.	FONDS D'AMORTISSEMENT.		CHARGES de 1902.
			Intérêts du capital amorti au 31 décembre 1900.	Dotations de l'amortisse- ment.	
Rentes créées sans expression de capital :					
I. Art. 2 du Budget	"	"	"	"	80,634 03
II. — 10 —	"	"	"	"	500,000 "
Dette ou emprunt :					
Art. 1 du Budget :					
Dette à 2 1/2 %	219,059,631 74	5,498,990 78	"	"	5,498,990 78
Art. 5. — 3 %, 1 ^{re} série :					
a) Intérêts à 3 % sur 356,661,500 francs.	356,661,500 "	10,699,845 "	"	"	11,504,124 80
b) Amortissement :					
1 ^o Dotation de fr. 0.20 % sur le capital émis primitivement de 359,503,900 fr.	"	"	"	719,007 80	
2 ^o Intérêts à 3 % sur le capital amorti de 2,842,400 francs	"	"	85,272 "	"	
Art. 6. — 3 %, 2 ^e série :					
a) Intérêts à 3 % sur fr. 1,868,964,082.22	1,868,964,082 22	58,068,922 46	"	"	60,328,101 82
b) Amortissement :					
1 ^o Dotation de fr. 0.20 % sur le capital émis primitivement de fr. 1,885,235,182.22	"	"	"	3,770,506 36	
2 ^o Intérêts à 3 % sur le capital amorti de 16,289,100 francs	"	"	488,675 "	"	
Art. 7. — 3 %, 3 ^e série :					
a) Intérêts à 3 % sur 202,486,400 francs.	202,486,400 "	6,074,592 "	"	"	6,525,090 40
b) Amortissement :					
1 ^o Dotation de fr. 0.20 % sur le capital émis primitivement de 203,874,700 fr.	"	"	"	407,749 40	
2 ^o Intérêts à 3 % sur le capital amorti de 1,388,300 francs	"	"	41,649 "	"	
Rentes à 3 % à titre d'indemnités du chef de servitudes militaires :					
Art. 29. — Loi du 2 avril 1873	1,326,536 60	"	"	"	39,794 91
Art. 30. — Loi du 19 août 1893	1,500,000 "	"	"	"	45,000 "
Dette flottante	57,651,000 "	"	"	"	"
Art. 9. — Intérêts, amortissement et frais de capitaux empruntés pendant les années 1901 et 1902 pour couvrir les dépenses sur ressources extraordinaires; intérêts et frais des bons du Trésor en circulation.	"	"	"	"	4,800,000 "
	2,708,549,150 57				89,120,036 74

Le 1^{er} janvier 1901, notre dette montait donc à fr. 2,708,549,150.57.

Depuis 1850, elle s'est accrue de plus de deux milliards, ainsi que l'indique le relevé ci-après :

	SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE EN :					
	1850.	1860.	1870.	1880 (1)	1890 (1).	1900.
Total de la dette consolidée . .	611,992,561	634,137,847	682,880,914	1,428,270,449	2,006,564,275 91	2,650,898,150
Dette flottante (bons du Trésor) .	14,586,500	•	•	•	20,000,000 •	57,651,000
TOTAUX. . fr.	626,578,861	634,137,847	682,880,914	1,428,270,449	2,026,564,275 91	2,708,549,150

L'augmentation est énorme.

Il ne faut cependant pas s'en émouvoir.

Un ancien Ministre des Finances, M. Malou, disait, le 20 mai 1876, à la Chambre : « Ailleurs, le Budget de la Dette publique, c'est l'histoire des » malheurs, des guerres que les pays ont subis. Chez nous, c'est l'instrument, » le mobile, le signe évident du progrès, de la prospérité du pays. »

Si notre dette n'a cessé de s'accroître, le patrimoine de la nation et la richesse du pays ont, en même temps, pris un développement incomparable.

Depuis 1850, les dépenses extraordinaires ont atteint le chiffre colossal de fr. 3,123,750,341.58 (services extraordinaires) et de fr. 221,426,821.99 (service ordinaire). On en trouvera plus loin le relevé.

Assurément, toutes ces dépenses ne sont pas productives; et si on les examinait en détail, il en est, certes, qui n'échapperaient pas à la critique. Mais on ne peut méconnaître que, dans l'ensemble, elles ont été employées à des travaux d'utilité publique et généralement productifs.

Il suffira de rappeler que, d'après le compte rendu de 1900, le chemin de fer représentait, au 1^{er} janvier 1901, un capital utile de premier établissement de fr. 1,929,380,553.12 et que la charge annuelle de fr. 89,120,636.74, qui incombe au Trésor pour rentes, intérêts, amortissement et frais de la dette, est couverte en partie par les péages du chemin de fer. C'est ainsi qu'en 1900, le chemin de fer, débiteur de l'intérêt et de l'amortissement des capitaux qu'il a engagés, a versé au Trésor fr. 63,820,667.85; en 1896, 1897, 1898 et 1899, années d'importants bonis, il avait versé bien au delà de cette somme.

*
* *

La Section centrale s'est préoccupée du point de savoir s'il ne conviendrait pas de réunir en un chapitre spécial les articles du Budget de la Dette publique qui ont trait au chemin de fer.

Quelques explications préalables paraissent indispensables.

On n'ignore pas que le chemin de fer ne supporte pas toutes les charges annuelles dans la mesure et les conditions qui semblent lui incomber.

(1) Les chiffres renseignés à la page 244 de l'Annuaire statistique pour 1900 doivent être rectifiés comme ci-dessus.

Il a reçu et continue à recevoir du Trésor tous les capitaux qui lui sont nécessaires.

Il en paie l'intérêt, actuellement sur pied de 3.25 %, et une dotation calculée pour que l'amortissement s'en fasse en nonante ans à dater de la mise à fruit de la dépense. Si les recettes, après paiement des frais d'exploitation, sont inférieures au chiffre de l'intérêt et de l'amortissement, le Trésor est lésé; par contre, le Trésor profite des excédents.

En fait, sur les soixante-six années d'exploitation du chemin de fer (1835-1900), il y en a eu trente-neuf qui ont donné un boni et vingt-sept un déficit.

L'excédent total des bonis a été de fr. 115,528,476.76, que le Trésor a encaissés.

Il importe d'ajouter, en ce qui concerne les annuités dues par l'État pour rachat de lignes concédées, que le chemin de fer les a capitalisées et incorporées à son capital de premier établissement. Ainsi constitué, ce capital s'élevait, le 31 décembre 1900, comme il a été dit plus haut, à fr. 1,929,580,355.12, et c'est sur cette somme que le chemin de fer paie l'intérêt et la dotation d'amortissement.

Or, le Budget de la Dette publique, c'est-à-dire le Trésor, paie l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt, ainsi que les annuités et les pensions relatives au chemin de fer.

Il est clair que si le chemin de fer devait, sur ses recettes, prélever les pensions et la charge intégrale des annuités, bien des années de bonis se transformeraient en années de déficit: le déchet de 1900, pour ne parler que de 1900, se fût accru de plusieurs millions, si le Budget de la Dette publique n'avait supporté ces charges.

Malgré son vif désir de détacher du Budget, pour en faire un classement distinct, tous les postes qui visent le chemin de fer, la Section centrale n'a pu, dans l'état actuel des choses, donner suite à son projet, pour des raisons qui se déduisent des précédentes considérations: notamment, la différence des taux d'intérêt et des dotations d'amortissement; le règlement des annuités que le Trésor paie entièrement, alors que le Chemin de fer les capitalise; la difficulté à laquelle on se heurte, au point de vue de l'évaluation de la rente, quand on veut mettre à charge du Chemin de fer, en représentation des capitaux engagés, la part adéquate de 3 % qui lui incombe.

La Section centrale croit devoir cependant appeler l'attention du Gouvernement et des Chambres sur cette question et sur les mesures qui, le cas échéant, pourraient être prises dans le but de la résoudre.

D'excellents esprits pensent qu'il serait utile et pratique de séparer complètement la gestion financière du Chemin de fer, en groupant dans un budget autonome les recettes et dépenses de toute nature que fait le Chemin de fer et qui sont aujourd'hui dispersées dans cinq Budgets: les Voies et Moyens, les Recettes et Dépenses pour ordre, les Chemins de fer, la Dette publique et le Budget extraordinaire.

Lorsque l'État se fait industriel, il semble désirable qu'il adopte une comptabilité facile et rationnelle, alignant, d'une part, toutes les ressources de son entreprise et, de l'autre, toutes les charges, de façon à éclairer et renseigner l'opinion publique.

M. le Ministre des Finances a répondu comme suit à une question qui lui était posée par la Section centrale :

Au 1^{er} janvier 1901, les Bons du Trésor en circulation s'élevaient, en capital nominal, à fr. 57,651,000 »
se décomposant comme il suit :

Bons à 3 %	fr. 11,276,000 »
— à 3 1/4 %	6,500,000 »
— à 3 1/2 %	39,875,000 »
TOTAL ÉGAL.	fr. 57,651,000 »

Les opérations auxquelles a donné lieu, en 1901, le mouvement des Bons du Trésor — émission, renouvellement et remboursement — se traduisent à la fin de l'année par un décroissement du capital en circulation de fr. 16,775,000 »

Au 31 décembre 1901, la Dette flottante atteignait donc le chiffre de fr. 40,876,000 »

Elle se décomposait comme suit :

Bons à 2 %	fr. (1) 20,010,000 »
— à 3 %	866,000 »
— à 3 1/4 %	20,000,000 »
TOTAL ÉGAL.	fr. 40,876,000 »

Au 17 février 1902, la situation des Bons en circulation s'établissait comme suit :

Bons à 2 %	fr. (1) 12,135,000 »
— à 3 %	666,000 »
— à 3 1/4 %	13,000,000 »
TOTAL.	fr. 25,801,000 »

Examen en sections.

La 1^{re} section a adopté le Budget par 9 voix contre 8. Un membre s'est abstenu.

La 2^e section par 7 voix et 1 abstention.

La 3^e section par 6 voix et 2 abstentions.

La 4^e section par 6 voix et 4 abstentions.

La 5^e section à l'unanimité.

La 6^e section par 3 voix et 4 abstentions.

Examen en Section centrale.

Trois membres ont voté pour, trois membres se sont abstenus.

En conséquence, la Section centrale vous propose l'adoption du Budget.

Le Rapporteur,
MICHEL LEVIE.

Le Président,
W. HEYNEN.

(1) Dont 10,000,000 de francs, négociés à cent jours, à la Banque Nationale de Belgique; l'intérêt de ces Bons a été successivement réduit de 2 3/4 % à 2 1/2 puis à 2 %.

ANNEXES. — DÉPENSES

TABLE SYNOPTIQUE.		SERVICES extraordinaires.	SERVICE ordinaire.
Finances.	Dépenses générales. (État n° I, p. 78.)	46,858,158 85	8,084,074 02
	Opérations financières. Id.	520,790,025 81	0,096,675 18
	Dépenses diverses Id.	5,903,254 05	3,650,205 59
Domaine immobilier.	Achats. { a) Terres, forêts, jardins. (État n° II, p. 86.)	8,853,098 85	1,664,430 04
	b) Hôtels et palais. Id.	1,778,500 60	2,507,129 98
	Constructions, etc., bâtiments civils :		
	a) Hôtels et palais. Id.	46,771,080 40	2,740,735 03
	b) Département des Finances. Id.	6,952,097 62	1,158,954 91
	c) — de la Justice. Id.	48,972,182 51	5,081,800 96
	d) — des Affaires Étrangères Id.	425,920 38	379,674 64
	e) — de l'Intérieur. Id.	15,812,273 20	4,094,391 81
	f) Instruction publique. Id.	20,101,032 56	1,084,040 50
	g) Postes et télégraphes. Id.	14,792,760 53	.
Intérieur et Instruction publique.	a) Subsidés pour construction d'écoles. (État n° III, p. 107.)	50,568,447 22	3,938,486 50
	b) Subsistances, maintien du travail. Id.	2,175,678 56	9,585,256 26
	c) Objets d'art et de sciences. Id.	5,171,610 29	1,195,979 59
	d) Expositions. Id.	11,757,813 33	2,240,020 53
	e) Dépenses diverses. Id.	4,572,480 65	158,790 29
Agriculture et Travaux publics. — Dépenses diverses. (État n° IV, p. 117)		.	1,148,391 93
Industrie et Travail. — Dépenses diverses. (État n° V, p. 118.)		.	1,592,719 69
Guerre . .	Frais de guerre, d'armement et de défense. (État n° VI, p. 119.)	281,287,294 08	89,059,803 59
	Bâtiments militaires. Id.	49,745,212 69	26,114,770 11
	Dépenses diverses Id.	2,199,330 35	18,500 .
Chemins de fer.	Construits par l'État. (État n° VII, p. 130)	617,720,741 33	.
	Repris — Id.	408,866,568 94	3,074,208 37
	Travaux, matériel et divers. Id.	535,204,090 11	.
Télégraphes et téléphones. (État n° VIII, p. 158.)		52,904,437 79	4,146,071 87
Marine. (État n° IX, p. 140.)		22,095,205 53	5,204,508 07
Canaux, (État n° X, p. 145.)		171,974,653 20	10,002,859 47
Rivières. (État n° XI, p. 153.)		110,780,456 60	5,267,283 14
Ports et côtes. — Polders. (État n° XII, p. 161.)		178,173,424 03	6,126,851 54
Routes et ponts. — Voirie vicinale et hygiène publique. (État n° XIII, p. 168.)		97,002,477 27	14,070,658 88
TOTAUX fr.		3,125,750,311 58	221,126,821 99

(5) Situation générale du Trésor public au 1^{er} janvier 1901, pp. 76 et 77.

EXTRAORDINAIRES (1).

DEPENSES pour ordre.	CAPITAUX correspondant à des rentes ou annuités.	TOTAL général.	Observations.
•	7,024,000 »	441,721,787 03	
53,754,434 95	•		
•	•		
•	17,142,837 14		
•	13,414,463 49		
•	•		
•	•	214,072,614 52	
•	1,481,481 48		
•	•		
•	•		
•	•		
•	•		
•	•	88,939,951 82	
•	•		
•	•		
•	•	1,148,591 93	
•	•		
•	•		
•	•	1,392,719 69	
•	•		
•	•		
•	2,826,536 61	451,229,447 21	
•	•		
•	•		
•	•		
•	•		
•	•		
•	400,919,794 31	1,965,786,303 06	
•	•		
•	•		
•	•	57,051,100 66	
•	•	27,299,711 60	
•	•	181,977,512 67	
•	•	116,047,739 74	
•	•	134,500,275 57	
•	•	111,073,136 15	
53,754,434 95	445,400,133 03	5,822,040,701 55	

Le chiffre des dépenses extraordinaires de 1830 à 1900 se décompose comme il suit :

Dépenses effectuées de 1830 à 1898 (annexe n° 4) fr.	2,810,479,251 07
— en 1899 (situation du Trésor au 1 ^{er} janvier 1899).	119,011,802 61
— en 1900 (annexe n° 3)	98,102,409 35
TOTAL DES DÉPENSES. fr.	3,024,593,503 03
Crédits disponibles reportés à l'exercice 1901 (annexe n° 3).	99,156,808 55
TOTAL GENERAL. fr.	3,123,750,311 58

(10)

NOTE DE LA MINORITÉ.**TAXE MILITAIRE.**

La loi fédérale suisse du 28 juin 1878 a généralisé l'application d'une taxe militaire dont voici l'économie d'après les travaux du colonel Feiss, *L'armée suisse*, pp. 35 et suivantes, et de M. Max de Céronville sur les *Impôts de la Suisse*, pp. 33 et suivantes.

Tout citoyen suisse, en âge de servir, habitant le territoire ou hors du territoire de la Confédération et qui ne fait pas personnellement de service militaire, est soumis, par compensation, au paiement d'une taxe annuelle en espèces.

Les hommes astreints au service dans le *Landsturm* restent soumis à la loi concernant la taxe d'exemption du service militaire de leur vingtième jusqu'à leur quarante-quatrième année révolue. Cependant on diminuera la taxe personnelle de moitié pour l'année pendant laquelle les hommes astreints au service dans le *Landsturm* auront fait plus d'un jour de service. Le service fait pour compléter les tirs obligatoires ne donne pas droit à cette diminution.

La *taxe d'exemption* du service militaire consiste en une taxe personnelle de 6 francs et en une taxe supplémentaire proportionnée à la *fortune et au revenu*.

Pour la taxe supplémentaire, on appliquera le taux suivant :

- a) Par 1,000 francs de fortune nette, fr. 1.50.
- b) Par 100 francs de revenu net, fr. 1.50.

Le montant de la taxe ne doit pas dépasser 5,000 francs.

Lorsque la fortune nette d'un contribuable ne s'élève pas à 1,000 francs, elle ne sera pas soumise à la taxe. Il est déduit une somme de 600 francs du revenu net de chaque contribuable.

On comprend sous le terme de fortune nette, la fortune mobilière et immobilière après déduction des dettes. Cependant on n'évaluera la fortune consistant en bâtiments agricoles et en fonds de terre, déduction faite des dettes hypothécaires éventuelles, qu'au trois quarts de sa valeur de rente. On ne comprend pas non plus dans ce calcul le mobilier du ménage ni les outils industriels ou agricoles nécessaires.

En déterminant la fortune, il sera tenu compte, proportionnellement au nombre d'enfants ou petits-enfants, de la moitié de la fortune des parents ou de celle des grands-parents, si les parents sont décédés. Cette disposition n'est pas applicable au contribuable dont le père fait du service ou paie la taxe lui-même.

On comprend sous le terme : revenu net :

a) Le gain qui est relié à l'exercice d'un art, d'un métier, d'un commerce, d'une fonction ou d'un emploi. On déduit les frais nécessaires à l'obtention de ce gain en excluant toutefois les frais du ménage; on déduit en outre 5 % du capital engagé dans une industrie

b) Le produit de rentes viagères, de pensions et autres usufruits.

Les militaires qui, après avoir fait au moins huit ans de service, sont définitivement réformés, de même que ceux que la loi sur l'organisation militaire libère temporairement, en vertu de l'article 2 (fonctionnaires ou employés), ne paient que la moitié de la taxe fixée pour leur classe d'âge, pour autant que ledit article ne les exempte pas complètement.

Dès l'âge de 32 ans à celui de 44 ans révolus, le contribuable ne paie que la moitié de la taxe prévue.

Les parents sont responsables du paiement de la taxe pour leurs fils mineurs et pour ceux de leurs fils majeurs qui font ménage commun avec eux. D'autres détails, concernant l'exécution de la loi, sont contenus dans l'ordonnance d'exécution et dans une série de circulaires spéciales, interprétations, etc.

Le produit de la taxe en 1896 a été, d'après de Céronville, de 3,075,307 francs, c'est-à-dire environ 1 franc par habitant.

La proposition que j'ai faite au cours de la discussion du Budget des Finances pour 1901 élevait à la moitié de la rémunération des miliciens la contribution des personnes exemptées du service militaire. C'est à peu près exactement le montant de la contribution suisse. Mais il y a des éléments différentiels :

1° La capitation à charge de tous les exemptés que je n'admettais pas, à raison de la proportion croissante des impôts indirects qui pèsent plus généralement sur l'ensemble des revenus de la classe ouvrière.

2° La limitation maxima du montant de la partie de la taxe proportionnelle aux revenus.

Pour faire accueillir le principe de justice de cette taxe militaire, j'estime maintenant qu'il serait légitime de faire des concessions sur ces deux points, mais sans que la capitation dépassât la quotité suisse et en élevant la taxe du revenu *maxima* au delà du chiffre de 3,000 francs, adopté en Suisse. Le revenu moyen est, en Belgique, supérieur à la moyenne du revenu suisse.

Voici dans quels termes je formulais cette proposition en 1901 :

« Mon abstention dans le vote sur le Budget de la Dette publique se fonde sur la répartition qui est faite aujourd'hui de la rémunération des miliciens. Elle pèse tout entière sur la généralité des contribuables, et j'ai montré quel fardeau notre système d'impôts reporte sur les plus pauvres. Je traduis ma pensée par la proposition qui suit et qui devrait être révisée en cas de révision des lois sur l'organisation militaire, ce que j'appelle de tous mes vœux.

*Taxe militaire applicable à la rémunération en matière de milice.***ART. 1^{er}.**

La rémunération en matière de milice portée au Budget de la Dette publique sera annuellement couverte à concurrence de moitié par le produit d'une taxe militaire.

ART. 2.

La taxe militaire est due pendant la durée légale du service par les Belges ayant participé au tirage au sort et non inscrits pour faire partie du contingent, et par ceux qui seront légalement exemptés du service. Elle est recouvrable sur leurs ascendants au premier degré.

ART 3.

Sont seules exonérées de la taxe militaire, les personnes atteintes d'infirmités qui les rendent impropres à tout travail et les contribuables ci-après désignés.

ART. 4.

La taxe militaire est une taxe de répartition. Son montant est réparti annuellement entre tous les redevables et leurs ascendants.

ART. 5.

Elle consiste en une contribution complémentaire de l'impôt général et direct sur le revenu formant l'objet de la proposition de loi déposée le 15 janvier 1895.

*Dispositions transitoires.***ART. 6.**

Jusqu'à ce qu'un impôt général et direct sur le revenu ait été établi, la taxe militaire consiste en une contribution sur le revenu présumé, d'après la valeur locative cadastrale de l'habitation qu'occupent les redevables et leurs ascendants du premier degré. Les valeurs cadastrales sont cumulées quand les habitations sont distinctes.

ART 7.

Sont exempts de cette taxe les revenus présumés, d'après la valeur locative, de moins de 3,000 francs.

ART 8.

Des arrêtes royaux établiront un classement des communes suivant des maxima et des minima de population et, pour chaque classe, une échelle des

revenus présumés, à partir de 3,000 francs, dans leur rapport avec la valeur locative cadastrale.

ART 9.

Tout contribuable est admis à prouver que son revenu réel est inférieur au revenu présumé.

Les réclamations seront instruites dans la forme ordinaire des réclamations en matière de contributions directes.

ART 10.

La taxe est dégressive d'après les bases suivantes :

Ne sont comptés dans la répartition de la taxe que : pour les 2/10, les revenus de 3,000 à 4,000 francs;

Pour les 4/10, les revenus de 4,000 à 6,000 —

— 6/10, — 6,000 à 8,000 —

— 8/10, — 8,000 à 10,000 —

pour l'intégralité, les revenus supérieurs à 10,000 francs.

ART 11.

La quotité de la taxe par franc de revenu est établie en formant une masse des revenus évalués et en divisant par ce total la somme représentant la moitié de la rémunération en matière de milice portée au Budget de la Dette publique.

ART 12.

Le produit de la taxe sera versé au fonds prévu par l'article 11 de la loi du 10 mars 1900 sur les pensions de vieillesse, sans que ce fonds total puisse être inférieur à 16,600,000 francs.

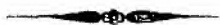
ART 13.

La revision des lois organiques sur le service militaire emporte revision de la présente loi.

Je constate aujourd'hui, avec une très grande satisfaction, que la Section centrale est favorable au moins à un examen sympathique de la question d'une taxe militaire.

La proposition de loi qui précède n'était que provisoire. Depuis lors, j'ai déposé une proposition de loi sur l'imposition générale du revenu. Les sections en ont autorisé la lecture; je m'en rapporte aujourd'hui à cette proposition.

H. DENIS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 FEBRUARI 1902.

Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1902 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEVIE.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting der Openbare Schuld bevat menigvuldige bestanddeelen : kroozen wegens borgtochten en consignatiën, vergeldingen en pensioenen, dienst der schuld.

I.

KROOZEN WEGENS BORGTOCHTEN EN CONSIGNATIËN.

Deze kroozen zijn geen eigenlijke last. Zelfs verschaft het gebruiken der sommen van borgtochten en consignatiën meer ontvangst dan de uitgave (art. 33 der Begrooting van 's Lands Middelen).

II.

VERGELDINGEN EN PENSIOENEN.

A. *Vergeldingen*. — Men weet dat de vergelding der miliciens, door de wet van 5 April 1873 bepaald op 10 frank, door de wet van 30 Juni 1896 op 30 frank werd gebracht.

Evenals voor 1900 en 1901, wordt voor 1902 een krediet van 9 millioen 200,000 frank gevraagd.

(1) Begrooting n^o 4, II.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HEYNEN, bestond uit de heeren DELPORTE ANTOINE, LEPAGE, DENIS, BEAUDUIN, PEPIN en LEVIE.

Ziehier, in ronde cijfers, van 1876 tot 1893, de uitgaven der Schatkist uit dien hoofde :

1876	fr. 2,691,000 »
1880	2,944,000 »
1883	3,024,000 »
1893	3,037,000 » ⁽¹⁾ .

Sommige leden der Middenafdeeling, — die zich bij de stemming onthielden, — verzetten zich tegen de thans bestaande vergelding der miliciens, welke op al de schatplichtigen drukt. Ze vragen dat achter dit verslag eene nota van een hunner worde opgenomen, betreffende het instellen van eene militaire belasting.

Zonder in den grond der zaak te treden, drukt de Middenafdeeling eenparig den wensch uit dat de Regceering en de Kamer het instellen van dergelijke belasting zouden bestudeeren.

B. Pensioenen. — De kredieten, voor 1902 (art. 33 tot 37) gevraagd voor pensioenen bedragen fr. 16,374,425 73

De kredieten, voor 1901 toegekend, beliepen 16,119,734 23

— voor 1902 — 15,419,972 65

't Is niet onbelangrijk de beweging te volgen sedert 1850, dat is sedert het tijdstip dat de verjaarde pensioenen op de Begrooting der Openbare Schuld werden gebracht.

1850, uitgaaf (in ronde cijfers). . fr.	5,440,000 »
1853	5,631,000 »
1860	6,373,000 »
1863	6,685,000 »
1870	7,709,000 »
1875	8,661,000 »
1880	9,470,000 »
1883	10,562,000 »
1890	12,468,000 »
1893	13,223,000 » ⁽²⁾
1900, toegekende kredieten	16,119,000 »

Laat ons terloops aanmerken dat in het totaal van fr. 16,374,425 73 (krediet

⁽¹⁾ *Algemeene statistiek van ontvangsten en uitgaven, 1840-1893*, blz. 227.

⁽²⁾ *Algemeene statistiek van ontvangsten en uitgaven, 1840-1893*, blz. 233 en 237.

voor 1902), de pensioenen bij het Departement van spoorwegen, posten en telegraphen voorkomen voor fr. 2,179,000 » (art. 34 k),
en voor. 18,311 75 (art. 35)

TE ZAMEN. . . . fr. 2,197,541 73

III.

DIENTST DER SCHULD.

Daardoor wordt niet alleen verstaan de dienst der eigenlijke schuld maar ook het minimum van interest, gewaarborgd aan concessiehoudende maatschappijen, de jaarrenten, door de Schatkist verschuldigd ten gevolge der overneming van spoorlijnen of telefoonnetten en verschillende andere jaarrenten.

Om zich nauwkeurig rekenschap te geven van de lasten die op de Schatkist drukken, is het raadzaam de artikelen der Begrooting betreffende de uitgaven voor den dienst der schuld in drie groepen te rangschikken.

In de eerste groep komen artikelen 3, 4, 8, 11, 31 en 52 a en b; 't is te zeggen de jaarrenten voor de vaart van Terneuzen en de bakenrechten, het minimum van interest en verschillende kosten.

Die posten bedragen te zamen fr. 700,150 26.

De tweede groep is onderverdeeld in drie klassen, waarvan de eerste geldt het vormen van het kapitaal tot inrichting der buurtspoorwegen (art. 26), de tweede het overnemen der telefoonnetten (art. 27 en 28) en de derde den afkoop van spoorweg-concessiën (art. 12 tot 25).

Het totaal der eerste klasse beloopt.		fr. 1,400,000	»
— tweede	—	750 859	53
— derde	—	13,928,985	50

Totaal der tweede groep fr. 16,079,845 03

Hier geldt het jaarrenten en kapitalen, die op een gegeven oogenblik achtereenvolgens van de Begrooting zullen verdwijnen.

Deze uitgaven verschillen volkomen van die der eerste groep.

Zij verwekken eene wezenlijke aflossing, spoediger dan de aflossing der gedeekte schuld, welke geschiedt door de dotatie van fr. 0.20 %.

★ ★ ★

De derde groep betreft onze vaste en onze vlottende schuld.

't Is op verre na de aanzienlijkste.

De voor 1902 gevraagde kredieten bedragen fr. 89,120,636 74.

Ziehier de tabel onzer schuld :

AARD DER SCHULD.	NAAMWAARDE der hoofdsom op 31 December 1900.	KROOZEN van het kapitaal in omloop op 31 December 1900.	AFLOSSINGSFONDS		LASTEN voor 1902.
			Kroozen van 't kapitaal afgelost op 31 December 1900.	Dotatie tot aflossing.	
Renten zonder opgegeven kapitaal :					
I. Art. 2 der Begrooting	•	•	•	•	80,634 03
II. — 10 —	•	•	•	•	500,000 •
Schuld of leening :					
Art. 1 der Begrooting :					
Schuld 2 1/2 %	219,959,631 74	5,498,990 78	•	•	5,498,990 78
Art. 5. — 3 %, 1^e reeks :					
a) Kroos tegen 3 % op 556,661,500 frank .	556,661,500	10,699,845	•	•	11,504,124 80
b) Aflossing :					
1 ^o Dotatie van fr. 0 20 % op het eerst uitgegeven kapitaal van 559,503,900 fr.	•	•	•	719,007 80	
2 ^o Kroos 3 % op het afgelost kapitaal van 2,842,400 frank	•	•	85,272 •	•	
Art. 6. — 3 %, 2^e reeks :					
a) Kroos tegen 3 % op fr. 1,868,964,082.22.	1,868,964,082 22	56,068,923 46	•	•	60,328,101 82
b) Aflossing :					
1 ^o Dotatie van fr. 0 20 % op het eerst uitgegeven kapitaal van fr. 1,885,255,182 22.	•	•	•	3,770,506 56	
2 ^o Kroos 3 % op het afgelost kapitaal van 16,289,100 frank	•	•	488,673 •	•	
Art. 7. — 5 %, 3^e reeks :					
a) Kroos tegen 3 % op 202,486,400 frank .	202,486,400	6,074,592	•	•	6,523,990 40
b) Aflossing :					
1 ^o Dotatie van fr. 0 20 % op het eerst uitgegeven kapitaal van 205,874,700 frank.	•	•	•	407,749 40	
2 ^o Kroos 5 % op het afgelost kapitaal van 1,588,500 frank	•	•	41,649 •	•	
Renten 3 % als vergoeding wegens krijgsdienstbaarheden :					
Art. 29. — Wet van 2 April 1875.	1,526,536 60	•	•	•	39,794 91
Art. 50. — Wet van 19 Augustus 1895 . . .	1,500,000 •	•	•	•	45,000 •
Vlottende schuld	57,651,000 •	•	•	•	•
Art. 9. — Kroos, aflossing en kosten op kapitaal n. in de jaren 1901 en 1902 ontleend tot het bestrijden der uitgaven op buitengewone ontvangsten; kroos en kosten der in omloop zijnde Schaatsbonds					
	•	•	•	•	4,800,000 •
	2,708,540,150 57				89,120,636 74

Dus béliëp op 1 Januari 1901, onze schuld fr. 2,708,549,150 57.

Sedert 1850, vermeerderde zij met meer dan twee milliards, zooals blijkt uit onderstaande tabel :

	TOESTAND DER OPENBARE SCHULD IN :					
	1850.	1860.	1870.	1880 ⁽¹⁾	1890 ⁽¹⁾	1900.
Totaal der gedekte schuld . . .	611,992,561	654,157,847	682,880,914	1,428,270,449	2,006,564,273 91	2,650,898,150
Vlottende schuld (Schatkistbons)	14,586,500	•	•	•	20,000,000 •	57,651,000
TE ZAMEN. .fr.	626,578,861	654,157,847	682,880,914	1,428,270,449	2,026,564,273 91	2,708,549,150

Dat is eene overgroote vermeerdering.

Toch dient het geene onrust te baren.

Een gewezen Minister van Financiën, wijlen de heer Malou, zegde den 20ⁿ Mei 1876 ter Kamer : « In andere landen, is de Begrooting der Openbare » Schuld de geschiedenis der ongelukken, der oorlogen, waardoor die » landen werden geteisterd. Ten onzent is zij het werktuig, de beweegreden, » het blijkbaar bewijs van vooruitgang en van 's lands welvaart. »

Zoo onze schuld gestadig aangroeide, ook het erfgoed des volks en 's lands rijkdom kregen terzelfder tijd eene weergalooze uitbreiding.

Sedert 1850, bereikten de buitengewone uitgaven het overgroot cijfer van fr. 3,123,750,511 58 (buitengewone diensten) en van fr. 221,126,821 99 (gewone dienst). Verder wordt daarvan de opsomming gegeven.

Voorzeker zijn niet al die uitgaven winstgevend; en moest men ze van nabij beschouwen, op sommige zou er voorzeker gevit kunnen worden. Toch valt het niet te ontkennen dat zij over 't algemeen werden besteed aan werken van openbaar nut, doorgaans winstgevend.

't Moge volstaan te herinneren dat, volgens de rekening van 1900, de spoorweg op 1 Januari 1901 een nuttig kapitaal van fr. 1,929,580,553 12 als eerste inrichting vertegenwoordigde en dat de jaarlijksche last van fr. 89,120,636 74, die de Schatkist te betalen heeft aan renten, interesten, aflossing en kosten der schuld, gedeeltelijk wordt opgewogen door de opbrengst van den spoorweg. Zoo stortte in 1900 de spoorweg, voor de door hem verschuldigde kroozen en de aflossing der voor hem aangewende kapitalen, fr. 63,820,667 85 in de Schatkist; in 1896, 1897, 1898 en 1899, toen er een aanzienlijk batig slot was, had hij veel meer dan die som gestort.

* * *

De Middenafdeeling hield zich bezig met de vraag of 't niet raadzaam ware al de artikelen van de Begrooting der Openbare Schuld, die in verband staan tot den spoorweg, onder een afzonderlijk hoofdstuk te vereenigen.

Eenige voorafgaande uitleggingen schijnen ons noodig te zijn.

Men weet dat de spoorweg niet al de jaarlijksche lasten draagt in de maat en de voorwaarden als hij schijnt te behoeven.

⁽¹⁾ De cijfers, vermeld op biz. 244 van het *Annuaire Statistique* voor 1900, dienen terechtgewezen als hierboven.

Hij kreeg en krijgt nog van de Schatkist al de kapitalen die hij noodig heeft.

Daarop betaalt hij kroos, thans tegen 3.25 %, en eene jaarrente, derwijze berekend dat de aflossing geschiede in negentig jaar, te rekenen van het vruchtbaarmaken der uitgave. Blijven de ontvangsten, na betaling der bedrijfskosten, beneden het cijfer van den kroos en van de aflossing, zoo lijdt de Schatkist schade; daarentegen komt het overschot de Schatkist ten goede.

Op de zeventig jaren exploitatie van den spoorweg (1835-1900), gaven negen en dertig een batig slot en zeven en twintig een tekort.

Het algeheele overschot van 't batig slot beliep fr. 115.528,476 76, die in de Schatkist werden gestort.

Hier dient bijgevoegd, — wat de jaarrenten betreft, door den Staat verschuldigd wegens afkoop van geconcedeerde lijnen, — dat de spoorweg ze kapitaliseerde en bij zijn kapitaal voor eerste inrichting inlijfde. Aldus samengesteld, bedroeg dit kapitaal op 31 December 1900, zooals hierboven werd gezegd, fr. 1,929,380,553 12, en 't is op die som dat de spoorweg den kroos en de aflossing betaalt.

Welnu, de Begrooting der Openbare Schuld. 't is te zeggen de Schatkist, betaalt den kroos en de aflossing der leening, alsmede de jaarsommen en de pensioenen in zake van spoorweg.

Stellig zouden, moest de spoorweg met zijne ontvangsten de pensioenen en den ganschen last der jaarsommen betalen, vele honi-jaren veranderen in mali-jaren; het tekort in 1900, om slechts dit jaar te vermelden, zou met vele millioenen verhoogd zijn, hadde de Begrooting der Openbare Schuld de lasten niet gedragen.

Niettegenstaande haar vurig verlangen om al de posten in zake van spoorweg afzonderlijk te rangschikken, kon de Middenafdeeling thans geen gevolg geven aan dit ontwerp, om de redenen afgeleid uit bovenstaande beschouwingen: het verschil in 't bedrag van den kroos en van de aflossingsommen; het regelen der jaarsommen, welke de Schatkist gansch betaalt, terwijl de Spoorweg ze tot kapitaal maakt; de moeilijkheid om, bij 't berekenen der rente, als vertegenwoordiging van de verpande kapitalen, ten laste van den Spoorweg het passend aandeel aan 3 % te leggen, dat hem toekomt.

Toch meent de Middenafdeeling de aandacht van Regeering en Kamers te moeten vestigen op die zaak en op de maatregelen, welke in voorkomend geval kunnen genomen worden om ze op te lossen.

Oordeelkundige mannen achten het nuttig en practisch het geldelijk beheer van den Spoorweg volkomen te scheiden, door in eene zelfstandige begrooting de verschillende ontvangsten en uitgaven van den Spoorweg te vereenigen; thans zijn ze verspreid over vijf Begrootingen: die van 's Lands Middelen, van Ontvangsten en Uitgaven voor Orde, van Spoorwegen, van de Openbare Schuld en de Buitengewone Begrooting.

Wanneer de Staat zich aanstelt als nijveraer, schijnt het wenschelijk dat hij eene gemakkelijke en redematige boekhouding voert, waarbij eenerzijds al de inkomsten zijner onderneming en anderzijds al de lasten worden vermeld, derwijze om de openbare meening in te lichten.

De heer Minister van Financiën antwoordde als volgt op eene vraag, hem door de Middenafdeeling gesteld :

Op 1 Januari 1901, bedroegen de in omloop zijnde Schatkistbons in nominale hoofdsom fr. 57,651,000 »
 onderverdeeld als volgt :

Bons 3 %.		fr. 11,276,000	»
— 3 1/4 %.		6,500,000	»
— 3 1/2 %.		39,875,000	»

GELIJK TOTAAL fr. 57,651,000 »

De verrichtingen, waartoe de beweging der Schatkistbons in 1901 aanleiding gaf, — uitgifte, vernieuwing en uitkeering, — gaven op 't einde des jaars eene vermindering op het in omloop zijnde kapitaal, van fr. 16,775,000 »

Op 31 December 1901, bereikte de vlottende Schuld dus het cijfer. , fr. 40,876,000 »

Ze was onderverdeeld als volgt :

Bons 2 %.		fr. (1) 20,040,000	»
— 3 %.		866,000	»
— 3 1/4 %.		20,000,000	»

GELIJK TOTAAL fr. 40,876,000 »

Op 17 Februari 1902, was de toestand der in omloop zijnde Bons :

Bons 2 %.		fr. (1) 12,135,000	»
— 3 %.		666,000	»
— 3 1/4 %.		15,000,000	»

TOTAAL. fr. 25,801,000 »

Onderzoek in de afdeelingen.

De 1^o afdeeling nam de Begrooting aan met 9 stemmen tegen 8. Een lid onthield zich.

De 2^o afdeeling, met 7 stemmen en 1 onthouding.

De 3^o afdeeling, met 6 stemmen en 2 onthoudingen.

De 4^o afdeeling, met 6 stemmen en 4 onthoudingen.

De 5^o afdeeling, eenparig.

De 6^o afdeeling, met 3 stemmen en 4 onthoudingen.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

Drie leden stemden er voor, drie leden onthielden zich.

Bijgevolg stelt de Middenafdeeling u voor de Begrooting aan te nemen.

De Verslaggever,
MICHEL LEVIE.

De Voorzitter,
W. HEYNEN.

(1) Waaronder 10,000,000 frank, verhandeld op honderd dagen, ter Nationale Bank van België; de kroos op die Bons werd achtereenvolgens verlaagd van 2 3/4 % tot 2 1/2 en later tot 2 %.

BIJLAGEN. — BUITENGEWONE

KORT OVERZICHT.		Buitengewone diensten.	Gewone diensten.
Financiën.	Algemeene uitgaven. (Staat n ^o I, blz. 78.)	46,838,158 85	8,084,974 92
	Financiële verrichtingen. Id.	320,790,023 81	9,096,675 18
	Verschillende uitgaven. Id.	5,903,254 65	3,630,265 59
Onroerend domela.	Aankopen. { a) Gronden, bosschen, hoven. (Staat n ^o II, blz. 86.)	8,833,998 85	1,664,430 04
	{ b) Hotels en paleizen. Id.	1,778,590 69	2,507,129 98
	Gebouwen, enz., burgerlijke gebouwen :		
	a) Hotels en paleizen. Id.	46,771,980 40	2,740,735 03
	b) Departement van Financiën. Id.	6,952,997 62	1,138,954 91
	c) — — Justitie. Id.	48,972,182 31	3,981,800 96
	d) — — Buitenlandsche Zaken. Id.	425,920 33	379,674 64
	e) — — Binnenlandsche Zaken. Id.	15,812,273 20	4,094,391 81
	f) Openbaar onderwijs. Id.	20,101,932 56	1,084,049 50
	g) Posterijen en telegraphen. Id.	14,792,769 53	"
Binnen- landsche zaken en Openbaar onderwijs.	a) Toelagen voor 't bouwen van scholen. (Staat n ^o III, blz. 107.)	50,568,447 22	3,938,486 50
	b) Onderhoud, behoud van arbeid, Id.	2,173,078 36	9,583,236 26
	c) Voorwerpen van kunst en wetenschap. Id.	3,171,610 29	1,195,979 59
	d) Tentoonstellingen. Id.	11,757,813 33	2,240,020 53
	e) Verschillende uitgaven. Id.	4,372,489 65	158,790 29
Landbouw en Openbare Werken. — Verschillende uitgaven. (Staat n ^o IV, blz. 117.) . .		"	1,148,391 93
Nijverheid en Arbeid — Verschillende uitgaven. (Staat n ^o V, blz. 118.)		"	1,392,719 69
Oorlog . .	Krijgs-, bewapenings- en verdedigingskosten. (Staat n ^o VI, blz. 119.)	281,287,294 08	89,059,803 59
	Militaire gebouwen. Id.	49,743,212 69	26,114,770 11
	Verschillende uitgaven. Id.	2,199,350 35	18,500 "
Spoorwegen.	Door den Staat aangelegd. (Staat n ^o VII, blz. 130.)	617,720,741 33	"
	Overgenomen. Id.	408,866,568 04	3,074,208 37
	Werken, materiëel en verschillende. Id.	555,204,990 11	"
Telegraphen en telefonen. (Staat n ^o VIII, blz. 138)		52,904,437 79	4,146,671 87
Zeewezen. (Staat n ^o IX, blz. 140.)		22,095,203 53	5,204,508 07
Kanalen. (Staat n ^o X, blz. 143.)		171,974,655 20	10,002,859 47
Rivieren. (Staat n ^o XI, blz. 155.)		110,730,456 60	5,267,283 14
Havens en kusten. — Polders. (Staat n ^o XII, blz. 161.)		178,173,424 03	6,126,851 54
Wegen en bruggen. — Buurtwegen en openbare gezondheid. (Staat n ^o XIII, blz. 168.) . . .		97,092,477 27	14,070,658 88
Te ZAMEN. fr.		5,123,750,311 58	221,126,821 99

(*) Algemeene toestand der Openbare Schatkist op 1 Januari 1901, blz. 76 en 77.

UITGAVEN (1).

Uitgaven voor orde.	Kapitalen overeenkomend met renten of jaarsommen.	Algemeen totaal.	Aanmerkingen.
"	7,624,000 "	441,721,787 93	
33,754,434 95	"		
"	"		
"	17,142,857 14		
"	13,414,463 49	214,072,614 52	
"	"		
"	1,481,481 48		
"	"		
"	"	88,939,961 82	
"	"		
"	"		
"	"		
"	"	1,148,591 95	
"	"		
"	"		
"	"		
"	"	1,392,719 69	
"	"		
"	"		
"	"		
"	2,826,536 61	451,229,447 21	
"	"		
"	"		
"	"		
"	400,919,794 31	1,965,786,303 06	
"	"		
"	"		
"	"		
"	"	37,051,109 66	
"	"	27,299,711 60	
"	"	181,977,512 67	
"	"	116,047,739 74	
"	"	184,500,275 57	
"	"	111,073,136 15	
33,754,434 95	443,409,153 05	3,822,040,701 55	

Het cijfer der buitengewone uitgaven van 1830 tot 1900 is onderverdeeld als volgt :

Uitgaven gedaan van 1830 tot 1898 (bijlage n ^o 4)	 fr. 2,810,479,251 07
— in 1899 (toestand der Schatkist op 1 Januari 1899)	 119,011,862 61
— in 1900 (bijlage n ^o 5)	 95,102,409 35

TOTAAL DER UITGAVEN. fr. 3,024,593,503 03

Beschikbare kredieten, op het dienstjaar 1901 overgebracht (bijlage n^o 5) 99,156,808 55

ALGEMEEN TOTAAL fr. 3,123,750,311 58

(10).

NOTA VAN DE MINDERHEID.

MILITAIRE BELASTING.

Krachtens de Zwitsersche bondswet van 28 Juni 1878, werd eene algemeene militaire belasting opgelegd, die ingericht is, naar de werken van kolonel Feiss, *L'armée suisse*, blz. 35 en volgende, en van den heer Max de Céronville, *Les Impôts de la Suisse*, blz. 35 en volgende.

Ieder Zwitsersch burger die, den dienstouderdom heeft bereikt, in of buiten 't grondgebied van den Bond woont en geen persoonlijken krijgsdienst verricht, moet in plaats daarvan eene jaarlijksche belasting in geld betalen.

De manschappen die dienst moeten doen bij de *Landsturm*, blijven onderhevig aan de belasting tot ontslaging van krijgsdienst, van hun twintigste tot hun vier en veertigste jaar. Evenwel wordt de personeele belasting de helft verminderd gedurende het jaar dat de manschappen, tot dienst bij den *Landsturm* gehouden, meer dan eenen dag dienst hebben gedaan. De dienst tot aanvullende verplichte schietoefening geeft geen recht op die vermindering.

De *belasting tot ontslaging van den krijgsdienst* is eene personeele belasting van 6 frank en eene *bijbelasting naar verhouding van het fortuin en het inkomen*.

Voor de bijbelasting wordt onderstaande bedrag toegepast :

- a) Per 1,000 frank zuiver fortuin, fr. 1.50.
- b) Per 100 frank zuiver inkomen, fr. 1.50.

Het beloop der belasting mag niet 3,000 frank te boven gaan.

Bedraagt het zuiver fortuin van eenen schatplichtigen niet meer dan 1,000 frank, zoo wordt daarop geene belasting betaald. Eene som van 600 frank wordt afgetrokken van het zuiver inkomen van elken schatplichtige.

Onder zuiver fortuin wordt verstaan het roerend en onroerend vermogen, na aftrek van de schulden. Evenwel wordt het fortuin dat in landelijke gebouwen en landerijen, na aftrek van mogelijke hypotheekschulden, slechts geschat op drie vierden van zijne waarde aan rente. In die schatting worden huismeubelen noch het noodige nijverheids- of landbouwgerief begrepen.

Bij 't bepalen van 't fortuin wordt, naar verhouding van 't getal kinderen of kleinkinderen, rekening gehouden met de helft van 't fortuin der ouders of van de grootouders, zoo de ouders overleden zijn. Deze bepaling is niet van toepassing op den schatplichtige wiens vader dienst doet of zelf de belasting betaalt.

Onder zuiver inkomen wordt verstaan :

a) De winst, verbonden aan het uitoefenen van eene kunst, een ambacht, eenen handel, een ambt of eene betrekking. De noodige kosten om die winst te verkrijgen, worden afgetrokken, evenwel mits uitsluiting der kosten van het huishouden; daarenboven worden 5 % afgetrokken van het kapitaal, in eene nijverheid belegd.

b) De opbrengst van lijfrenten, pensioenen en ander vruchtgebruik.

Militairen die, na ten minste acht jaar dienst te hebben gedaan, bepaald zijn ontslagen, alsmede diegenen welke door de wet op de legerinrichting tijdelijk zijn vrijgesteld krachtens artikel 2 (ambtenaren of beambten), betalen slechts de helft van 't bedrag dat is bepaald voor de klasse van hunnen leeftijd, voor zooveel gemeld artikel ze niet volkomen vrijstelt.

Van den ouderdom van 32 jaar tot 44 jaar, betaalt de schatplichtige slechts de helft van de voorziene belasting.

De ouders zijn aansprakelijk voor 't betalen der belasting voor hunne minderjarige zonen en voor diegenen hunner meerderjarige zonen die tot hun huishouden behooren. Andere bijzonderheden over de uitvoering der wet staan in het bevel tot uitvoering en in eene reeks afzonderlijke omzendbrieven, uitleggingen, enz.

In 1896 bracht de belasting, volgens de Céronville, 3,075,507 frank op, dat is nagenoeg 1 frank per inwoner.

Het voorstel, door mij gedaan tijdens de beraadslaging over de Begrooting van Financiën voor 1901, bracht de belasting der personen die van krijgsdienst ontslagen zijn op de helft van de vergelding der miliciens. Dat is nagenoeg juist het bedrag der Zwitsersche belasting. Doch er zijn verschillende bestanddeelen.

1^o De kapitaliseering ten laste van al de vrijgestelden, die ik niet aannam, uithoofde van de toenemende onrechtstreeksche belastingen, welke in den regel meer drukken op de gezamenlijke inkomsten der werkende klasse.

2^o Het beperkt maximum van 't bedrag van 't gedeelte der belasting in verhouding tot het inkomen.

Om het rechtvaardig beginsel van deze militaire belasting ingang te doen vinden, ben ik thans van oordeel dat het billijk ware toe te geven op twee punten, doch zonder dat de kapitaliseering meer bedrage dan de Zwitsersche hoeveelheid en de belasting van het maximum-inkomen boven het cijfer van 3,000 frank verhoogende, dat in Zwitserland aangenomen is. In België is het gemiddeld inkomen hooger dan in Zwitserland.

Ziehier in welke bewoordingen ik in 1901 dit voorstel uitdrukte :

« Mijne onthouding bij de stemming over de Begrooting der Openbare Schuld, is gesteund op de thans gedane verdeling van de vergelding der miliciens. Ze drukt geheel en gansch op al de schatplichtigen, en ik heb bewezen welken lastous stelsel van belastingen op de armsten overbrengt.

Aan mijne opvatting geef ik lucht door het volgend voorstel, dat herzien zou moeten worden ingeval van herziening der wetten op de legerinrichting, wat ik ten zeerste wensch.

Militaire belasting, toepasselijk op de vergelding in zake van militie.

ART. 1.

De vergelding in zake van militie, op de Begrooting der Openbare Schuld gebracht, wordt jaarlijks voor de helft bestreden door de opbrengst eener militaire belasting.

ART. 2.

De militaire belasting is verschuldigd voor gansch den wettelijken duur van den dienst door Belgen die deelnamen aan de loting en niet werden ingeschreven om deel uit te maken van 't contingent, alsmede door hen die wettelijk van den dienst ontslagen zijn. Zij is eischbaar van hunne bloedverwanten in opklimmende lijn in den eersten graad.

ART. 3.

Zijn alleen van militaire belasting vrij, personen met gebrekkelijkheden die ze onbekwaam tot allen arbeid maken, alsmede de hieronder aangeduide schatplichtigen.

ART. 4.

De militaire belasting is eene verdeelingsbelasting. Haar bedrag wordt jaarlijks verdeeld onder al de daartoe verschuldigten en hunne bloedverwanten in opklimmende lijn.

ART. 5.

Ze bestaat in eene bijbelasting der algemeene en rechtstreeksche belasting op het inkomen, die het voorwerp uitmaakt van het wetsvoorstel, den 15^e Januari 1893 overgelegd.

Overgangsbepalingen.

ART. 6.

Tot er eene algemeene en rechtstreeksche belasting op het inkomen is vastgesteld, bestaat de militaire belasting in eene belasting op het vermoedelijk inkomen, volgens de kadastrale huurwaarde der woning, betrokken door de desverschuldigten en hunne bloedverwanten in opklimmende lijn in den eersten graad. De kadastrale waarden worden bijeengerekend, wanneer de woningen van elkander onderscheiden zijn.

ART. 7.

Is vrij van die belasting, het vermoedelijk inkomen, volgens de huurwaarde van min dan 3,000 frank.

ART. 8.

Koninklijke besluiten zullen de gemeenten rangschikken naar het maximum en minimum der bevolking, en voor iedere klasse eene schaal opmaken van het vermoedelijk inkomen, te beginnen met 3,000 frank, in verhouding tot de huurwaarde.

ART. 9.

Iedere schatplichtige mag bewijzen dat zijn inkomen minder bedraagt dan het vermoedelijke.

De opmerkingen worden onderzocht in den gewonen vorm der opmerkingen in zake van rechtstreeksche belastingen.

ART. 10.

De belasting neemt af volgens onderstaande grondslagen :

Wordt in de verdeeling der belasting slechts begrepen : voor 2/10, het inkomen van 3,000 tot 4,000 frank ;

Voor 4/10, het inkomen van 4,000 tot 6,000 —

— 6/10, — 6,000 tot 8,000 —

— 8/10, — 8,000 tot 10,000 —

voor het geheel, het inkomen boven 10,000 frank.

ART. 11.

De hoeveelheid der belasting per frank inkomen wordt bepaald door eene massa, te vormen van het geschat inkomen en dit totaal te deelen met de som die de helft vertegenwoordigt van de vergelding in zake van militie, op de Begrooting der Openbare Schuld gebracht.

ART. 12.

De opbrengst der belasting wordt gestort in het fonds, voorzien door artikel 11 der wet van 10 Maart 1900 op de ouderdomspensioenen, zonder dat dit totale fonds min dan 16,000,000 frank mag bedragen.

ART. 13.

Herziening der organieke wetten op de militie brengt herziening van deze wet mede.

Thans zie ik met veel voldoening dat de Middenafdeeling ten minste geneigd is welwillend het vraagstuk eener militaire belasting te onderzoeken.

Bovenstaande wetvoorstel was maar een voorloopig. Sedert bood ik er een aan over algemeene belasting op het inkomen. De afdeelingen hebben er de lezing van veroorloofd; thans verwijs ik naar dat voorstel.

H. DENIS.

